

RELIGIONS ET BONNE GOUVERNANCE

par Xavier Couplet et Daniel Heuchenne,
auteurs du livre *Religions et développement*¹

Résumé

Dans le livre *Religions et développement*, les auteurs regroupent les pays suivant leur religion dominante et mettent en évidence les fortes disparités économiques existant entre les différentes aires religieuses. Par ordre décroissant, l'on a les aires juive, confucianiste, protestante, catholique, orthodoxe, musulmane, bouddhiste, hindouiste et animiste. La religion semble enfermer la société dans une matrice qui lui impose un seul type de développement.

Analysant tant les facteurs « matériels » (offrandes, ramadan, etc.) que les « intellectuels » (dogmes, liberté, etc.) d'origine religieuse, les auteurs montrent que ces différences de développement n'ont rien de surprenant : dans chaque aire religieuse, il y a une étroite corrélation entre le nombre de facteurs négatifs et positifs et son niveau de développement. Seules les aires où les facteurs positifs sont plus nombreux que les facteurs négatifs se développent rapidement.

Au cours de la décennie, la majorité des aires religieuses ont progressé mais l'aire musulmane a stagné et l'aire animiste a régressé. Dans cette communication seront abordés les mécanismes par lesquels ces deux religions ont influencé la « bonne gouvernance ». Enfin, sera aussi étudié l'impact sur le développement qu'a eu l'introduction des facteurs de la « gouvernance marxiste » dans les différentes aires religieuses.

Abstract

In their book *Religions and Development*, the authors grouped countries along the lines of their majority religion, and highlighted the vast economic disparities between the various religious areas. Ranked in decreasing order of wealth, the areas are Jewish, Confucian, Protestant, Catholic, Orthodox, Muslim, Buddhist, Hindu, and Animist. Religion seems to confine society into a matrix determining a single form of development.

Analyzing both « tangible » (offerings, Ramadan, etc.) and « intellectual » factors that originated in religion, the authors show that such development differentials are hardly unexpected : there is a close correlation between the number of negative and positive factors within each religious area and its development level. Progress has been rapid only in those regions where positive factors outnumber the negative ones.

During the last decade, the majority of religious areas have progressed but the Muslim sphere has stagnated while the Animist one has regressed. In this presentation we will look at the processes through which those two faiths have affected « good governance ». Lastly, the impact on development brought about by the introduction of « Marxist governance » elements in the different religious areas will also be examined.

¹ COUPLET Xavier, HEUCHENNE Daniel. (1998). *Religions et développement*. Economica (Paris, France).

Introduction

Ayant lu dans « L'appel à communications » que « les intervenants sont appelés à proposer des communications sur les sujets liés à la gouvernance mondiale, nationale, d'entreprise, ou autres », nous avons intitulé notre intervention « Religions et bonne gouvernance » alors qu'au départ elle devait plutôt s'intituler « Religions et développement ». Ce changement d'intitulé nous a posé quelques problèmes qui se sont révélés fort utiles pour étudier la curieuse relation existant entre les religions et le développement.

Religions et développement : c'est clair, il s'agit de voir l'impact qu'ont les religions sur le développement dans l'esprit des analyses des Troeltsch, Weber, Gauchet ou Morishima. Et le développement est relativement facile à définir. Pour le PNUD, c'est *le processus d'amplification des choix de l'individu*. Mais les religions n'ont pas nécessairement pour objectif ce processus. En général elles s'opposent plutôt au changement, aux *choix de l'individu*, ce qui n'est pas très favorable au développement.

Religions et bonne gouvernance : qu'est-ce que la bonne gouvernance ? Dans notre esprit, il s'agissait bien entendu d'une certaine politique permettant à une société de se « développer » harmonieusement. L'origine de ce terme un peu ésotérique est à rechercher auprès de la Banque mondiale. Elle a utilisé cette expression à la fin des années 80 suite aux échecs répétés des politiques d'ajustement structurel. Comme la Banque n'a pas le droit d'intervenir dans la « politique » d'un pays, elle a dû trouver une expression permettant d'en parler sans prononcer le mot défendu. La Banque mondiale traduit la gouvernance comme « *la manière par laquelle le pouvoir est exercé dans la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays au service du développement.* »

Mais cette « *bonne gouvernance* » imposée a été fort critiquée : pour beaucoup de personnes elle était bien une inadmissible immixtion de la Banque dans la politique. Pour les religieux, la bonne gouvernance consiste à faire respecter les règles de leur religion plutôt qu'à favoriser le changement. Khomeini était clair : « *D'abord la religion, l'économie ensuite* ».

D'où un certain malaise en approfondissant le titre de cette intervention : comment analyser par la systémique les rapports entre les religions et un résultat (développement ou bonne gouvernance) qui n'est pas du tout l'objectif des religions. Il semble que ce soit « par hasard » que certaines religions favorisent le développement. Nous en venons à étudier par quel mystère un système produit quelque chose pour lequel il n'a absolument pas été créé. Un peu comme si une usine conçue pour produire du macaroni produisait des bicyclettes. Ou comme si une abbaye conçue pour louer le Seigneur produisait de la bière et du fromage... Les mystères du ciel sont grands ! Quoi qu'il en soit, nous verrons que les religions ont un impact déterminant sur le développement via une plus ou moins « bonne gouvernance ». Nous sommes bien dans un cas où des éléments symboliques – *qui sont de purs produits du langage et de la culture* – interfèrent dans le fonctionnement des systèmes sociaux.

Les faits

L'origine du livre *Religions et développement*, commencé dès les années 80, est le résultat de dizaines d'années passées dans des pays animistes, catholiques, bouddhistes, musulmans, protestants... Etant frappés par l'influence profonde de chaque religion sur les sociétés et y constatant d'énormes différences de développement, nous avons voulu vérifier l'éventuel impact des religions. La méthode, assez simple, a consisté d'abord à regrouper les pays suivant leur religion dominante, puis à calculer la moyenne des indicateurs de développement

des pays ayant la même religion. Des 226 pays que comptait le monde en 1993, n'ont été retenus que les 151 dont la population est supérieure au million et dont huit ont été écartés afin de ne pas fausser les moyennes par des éléments matériels n'ayant rien à voir avec la religion (pays riches en pétrole, en diamants, etc.). Le résultat apparaît dans le tableau ci-dessous.

Corrélation entre les religions et les indicateurs de développement

Pays de religion :	Nombre de pays	Indice de Développement Humain 2001 Moyennes (X 1000)	Produit National Brut par habitant 2002 Moyennes (\$)	Variation du PNBh entre 1993 et 2002 (en %)
Juive	1	905	15 010	+ 12 %
Confucianiste	7	861	14 893	+ 19 %
Protestante	23	749	13 564	+ 25 %
Catholique	46	741	5 885	+ 27 %
Orthodoxe	12	739	2 014	+ 16 %
Musulmane	35	604	959	+ 9 %
Bouddhiste	8	624	839	+ 42 %
Hindoue	1	590	480	+ 33 %
Animiste	10	401	281	- 15 %

Ce tableau montre l'extrême divergence du développement suivant les aires religieuses. Entre le produit national brut par habitant le plus élevé et le plus faible, le rapport est d'environ 1 à 50. Ces divergences sont surprenantes : en moyenne un juif, un confucianiste ou un protestant produit 3 fois plus qu'un catholique, 8 fois plus qu'un orthodoxe, 15 fois plus qu'un musulman et 20 à 50 fois plus qu'un bouddhiste, un hindou ou un animiste. Ces disparités sont aussi inquiétantes car elles tendent à se renforcer : les pays musulmans stagnent et les pays animistes régressent.

Ce constat étant fait, il était nécessaire de vérifier si ces disparités étaient bien imputables aux religions. Une étude détaillée de la relation religions-développement au sein d'un continent, d'une région, d'un pays ou au sein d'ensembles de pays ayant une même structure familiale (étudiée par E. Todd²) ou un même système économique, montre que l'on retrouve toujours la même relation entre développement et religions qu'au niveau mondial. Il n'est pas possible de développer ici tous ces aspects mais deux exemples montreront combien les disparités induites par les religions sont difficiles à effacer. Le premier exemple, caricatural, est celui de l'ex-Yougoslavie.

Corrélation entre religions et développement dans l'ex-Yougoslavie

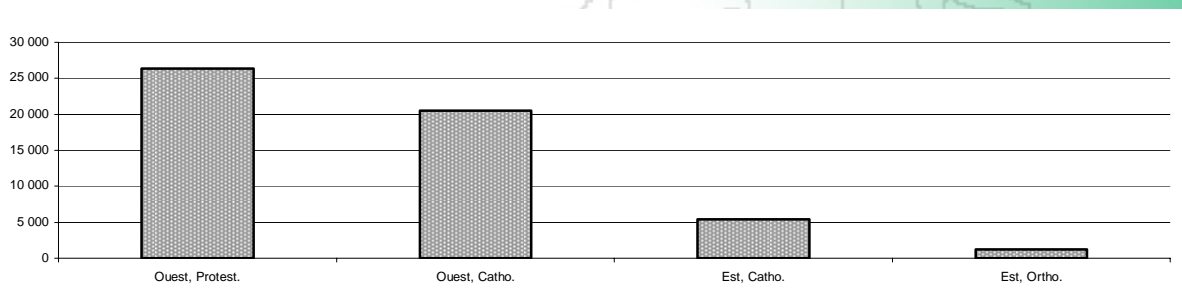
	Population %	Produit social par habitant (%-1988)	Religions majoritaires
Slovénie	8	212	Catholique (influence protestante)
Croatie	20	123	Catholique
Voïvodine	9	119	Catholique, Orthodoxe
Serbie restreinte	25	93	Orthodoxe
Monténégro	3	78	Orthodoxe
Macédoine	9	66	Orthodoxe, Musulmane
Kosovo	8	31	Musulmane
Ex-Yougoslavie		100	

² TODD Emmanuel. (1984). *L'enfance du monde, structures familiales et développement*. Seuil (Paris, France).

Les données fournies par ce tableau sont saisissantes car elles respectent scrupuleusement la relation mondiale religions - développement. Les disparités entre régions se sont maintenues bien que, dès les années soixante, Tito mit en place un Fonds de Solidarité obligeant les Républiques les plus riches à aider leurs consœurs pauvres : le Kosovo reçut jusqu'à un million de dollars par jour ce qui entraîna plutôt le gaspillage que le rattrapage.

L'autre exemple est l'Europe elle-même. Le continent comprend quatre entités économique-religieuses ayant des populations et des superficies très comparables : à l'ouest, une moitié de pays catholiques et une moitié de pays protestants ; à l'est, une moitié de pays catholiques ou protestants et une moitié de pays orthodoxes. Le diagramme qui suit donne le produit intérieur brut moyen par habitant dans chacune de ces entités.

Produit intérieur brut moyen par habitant dans les quatre ensembles européens



Le résultat est tranché : en Europe de l'Ouest, quatre protestants produisent plus que cinq catholiques. Et un protestant de l'ouest produit autant que 5 Polonais ou 13 Roumains.

Comme il a été dit précédemment, la présente étude n'a pris en considération que les pays de plus d'un million d'habitants. La relation religions-développement reste-t-elle identique pour des petites entités ? Une étude réalisée par Elina Marie Devoue³ et intitulée *Religions et développement, le cas des pays de la Caraïbe* montre que, dans la vingtaine d'entités analysées dans cette région du monde — dont la plupart sont de petites îles — la relation reste la même. Enfin, plusieurs études montrent que si des membres d'une religion s'implantent dans un pays d'une autre religion, ils gardent longtemps leurs potentialités spécifiques de développement (Protestants en Uruguay⁴, Confucéens en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie⁵ ...).

Les facteurs religieux influençant le développement

Devant une telle constance, une réalité apparaît : les religions influencent bien le développement. Reste alors à trouver les interfaces entre les deux phénomènes, les facteurs — symboliques ou matériels — qui expliquent cette influence systématique. Nous avons alors étudié chaque religion en partant des textes fondateurs pour rechercher les commandements, les préceptes pouvant avoir un impact sur le développement. Ensuite nous avons étudié chacune de ces religions dans le vécu quotidien : car, surprise, il y a souvent peu de rapports entre le discours fondateur et la triste réalité : telle religion prêchant l'amour du prochain n'a

³ DEVOUE Elina Marie. (2002). *Religions et développement : le cas des pays de la Caraïbe*. Revue Géoéconomie, n°24, pp. 167-183. (Paris, France).

⁴ CASSEN Bernard. (Août 2001). *Au Paraguay, la saga des Mennonites*. Le Monde Diplomatique (Paris, France).

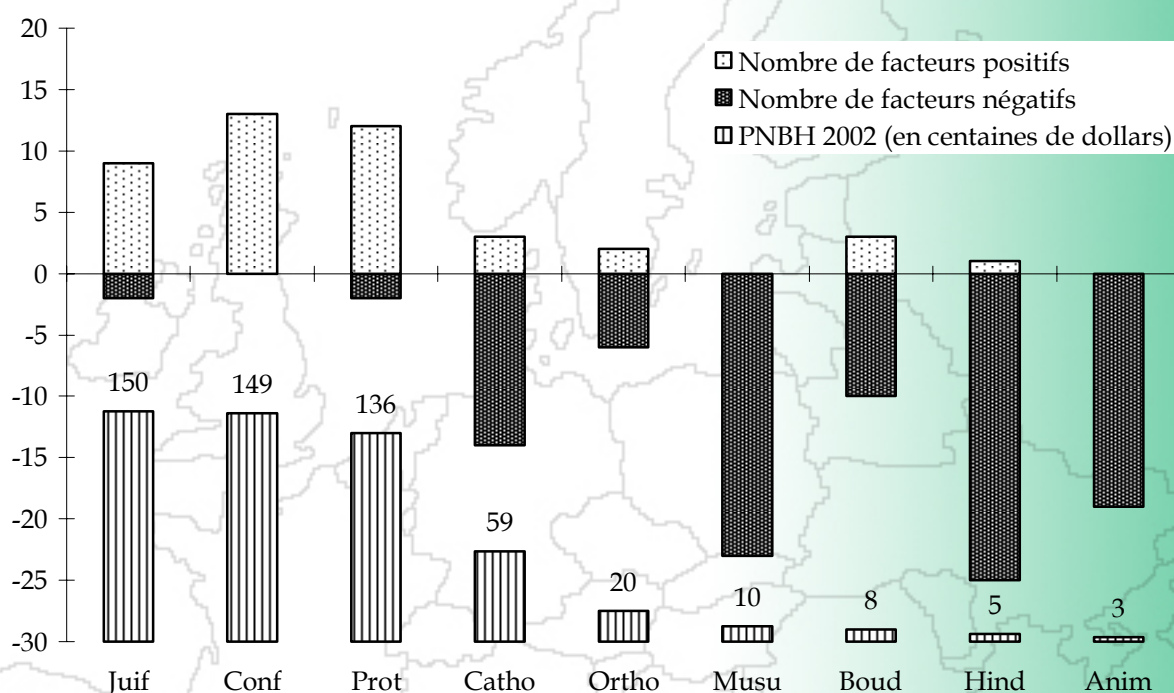
⁵ CHUA Amy, (2003). *World on fire : how exporting free market democracy breeds ethnic hatred and global instability*. Doubleday (New York, Etats-Unis).

pas engendré qu'amour et fraternité ! Telle autre préconisant l'étude l'a pratiquement bloquée. Etc.

Nous avons classé les facteurs d'origine religieuse en deux groupes. D'abord ceux qui agissent « matériellement » sur l'économie : offrandes, ramadan, place accordée à la femme dans la société, etc. Le deuxième groupe comprend tous les facteurs « intellectuels » qui forgent la mentalité profonde de l'individu en conditionnant sa vie intellectuelle et sa façon de percevoir le monde, de nouer des relations avec l'autre et, bien sûr, avec l'au-delà : chaque religion crée son paradigme qui structure l'individu et lui permet ou l'empêche d'agir, de découvrir, d'entreprendre, d'engendrer le développement.

Un bilan de ces facteurs – positifs et négatifs – a été établi par aires religieuses. Le résultat apparaît dans le tableau qui suit.

Facteurs religieux influençant le développement



Le nombre de facteurs freinant ou accélérant le développement dans chaque aire justifie pleinement son niveau de développement. Toutefois les orthodoxes et les bouddhistes, en fonction de leur faible nombre de facteurs négatifs, devraient être mieux classés. Un élément étranger au domaine religieux semble freiner leur développement. Or parmi les huit pays bouddhistes, six sont ou étaient marxistes et parmi la douzaine de pays orthodoxes un seul, la Grèce, ne l'était pas. Le marxisme serait-il le facteur extérieur perturbant ? Dans n'importe quelle aire religieuse les pays marxistes ou ex-marxistes sont toujours plus pauvres que les pays libéraux.

Nous avons alors considéré le marxisme comme une « religion » qui apportait dans la société de nouveaux éléments « symboliques », « intellectuels ». En ajoutant ceux-ci aux précédents, l'on arrive à une corrélation presque parfaite entre le nombre de facteurs, positifs ou négatifs, et le niveau de développement.

Analyse systémique

Comment expliquer une telle constance dans les rapports existant entre religions et développement ? Comment expliquer qu'un « système » religieux, apportant essentiellement des « valeurs symboliques » ait tant d'influence sur la « bonne gouvernance », sur le « développement », sur le matériel ?

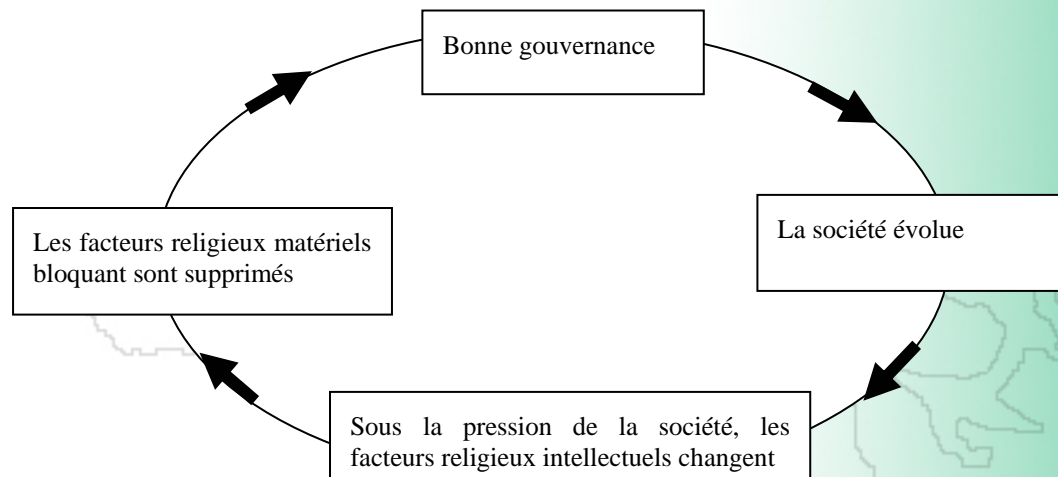
Récapitulons :

1. Dans chaque aire religieuse interviennent de nombreux facteurs influençant le développement ; d'après notre étude une majorité de ceux-ci (62 %) sont d'ordre religieux ; ces facteurs sont donc spécifiques à chaque aire religieuse ; par conséquent chaque aire possède son propre « *système chaotique déterministe* » de développement. D'où les niveaux très semblables de développement constatés parmi les pays ayant une même religion dominante.
2. Les facteurs religieux peuvent se classer en deux groupes : ceux ayant un impact « matériel » et ceux purement « intellectuels ». Toujours, ce sont ces derniers qui obligent à respecter les facteurs « matériels ». Pour la plupart des religions, la « bonne gouvernance » consiste à faire en sorte que tous les facteurs religieux soient respectés, quelles que soient leurs conséquences sur le développement. Ceci explique que certaine « bonne gouvernance théocratique » bloque tout développement.
3. La modernisation d'une société fait évoluer les mœurs (Inglehart⁶) entraînant souvent la levée d'interdits religieux, ce qui accélère le développement (boucle de rétroaction positive).
4. Les effets de la « bonne gouvernance » (au sens donné par la Banque mondiale) entraînent le cycle suivant :
 - la bonne gouvernance permet un certain développement de la société ;
 - sous la pression de la société, les facteurs religieux « intellectuels » changent ;
 - ce changement permet la modification ou la suppression de facteurs matériels bloquants ;
 - ces modifications permettent d'améliorer la bonne gouvernance. Le système forme une boucle de rétroaction positive.

Ce cycle peut être représenté par le graphique suivant.

⁶ INGLEHART Ronald, et al. (1998). *Human values and beliefs : a cross-cultural sourcebook : political, religious, sexual, and economic norms in 43 societies*. Ann Arbor : University of Michigan Press (Etats-Unis).

Graphique 1



Un bel exemple de cette « boucle de rétroaction positive » est donné par les protestants. Leurs théologiens ont levé certains interdits religieux bien avant les catholiques (interdit du prêt à intérêt, contraception...) et se sont développés plus rapidement. Ce développement entraîne lui-même une accélération des changements sociétales. Actuellement, ces pays ont toujours une longueur d'avance sur les pays catholiques, que ce soit au point de vue économique ou au point de vue sociétale

Dans cette boucle, l'on constate que si un seul élément se fige, tout le système se bloque : la société n'évolue plus. C'est bien ce qui semble se passer dans les sociétés animistes qui régressent et dans les sociétés musulmanes qui stagnent.

L'animisme

L'Afrique noire est mal partie disait René Dumont en 1963⁷. Et effectivement, l'état de l'Afrique aujourd'hui lui donne raison. Déjà l'agronome relevait une « mauvaise gouvernance » bien avant que le terme soit employé : corruption, gaspillage, luttes tribales... Convient-il de rechercher la cause de tous ces maux dans l'animisme, religion dominante de l'Afrique ? L'animisme est une des premières manifestations religieuses de l'humanité. Sa doctrine n'est pas figée et sa hiérarchie religieuse n'est pas structurée. Cette religion n'apporte ni amour, ni réconfort ; elle n'engendre pas de règles « morales » ce qui a évidemment de graves conséquences sur la vie sociétale. Au cours d'une discussion sur les méfaits et bienfaits des missions, un « animiste » avouait : « Les missionnaires nous ont appris une chose essentielle, à savoir que les rapports humains pouvaient être basés sur autre chose que la force et la violence ! » L'animisme responsabilise peu vu que l'homme est totalement dépendant de forces extérieures sur lesquels il n'a aucune prise : il n'a pas de relations personnelles avec un Dieu « père ». Le seul moyen de contrôler tant soit peu son destin est d'acquiescer certains pouvoirs grâce aux « esprits » que l'on peut approcher par différentes méthodes magiques : danses, trances, etc.

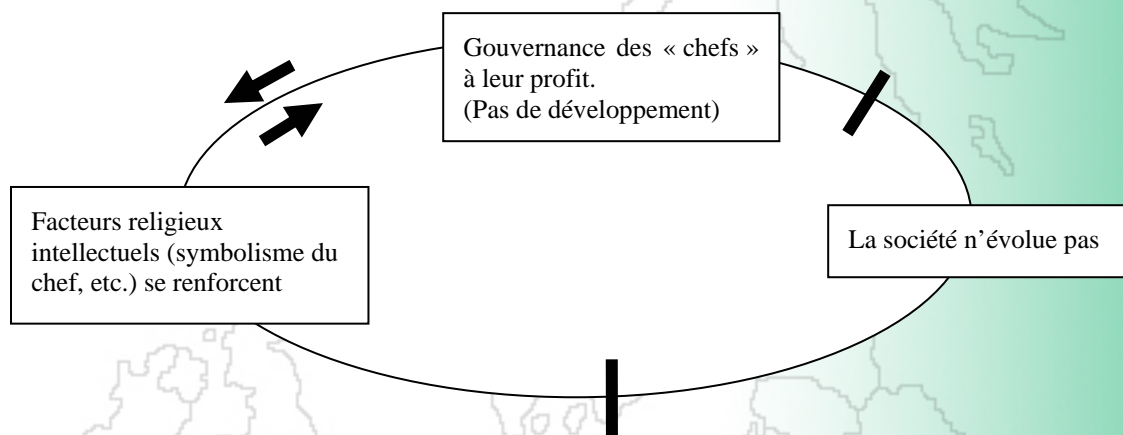
Si l'on approfondit un peu les choses, l'on voit que les détenteurs du pouvoir ne sont pas sans « morale » mais que celle-ci n'a rien à voir avec celle des religions révélées. Par exemple la

⁷ DUMONT René. (1963). *L'Afrique noire est mal partie*. Seuil (Paris, France).

« moralité » d'un chef consistera à entretenir, à nourrir ses subordonnés mais les moyens utilisés n'entreront pas en considération dans cette moralité. Seul compte le résultat : la puissance, la richesse. Cette puissance entraînant elle-même une gouvernance douteuse dans une boucle de rétroaction hélas positive : plus le « chef » sera devenu riche et puissant, même grâce aux moyens les plus discutables, plus il sera satisfait, respecté et même admiré. Le politiquement correct empêche de citer, à titre d'exemples, un certain nombre de chefs d'Etat africains !

Dans ce cas, le schéma « gouvernance – facteurs religieux intellectuels » est simple ; chaque élément renforce l'autre :

Graphique 2



L'Afrique est-elle condamnée au sous-développement ? Certainement pas : toutes les sociétés évoluent malgré les freins. De plus, si l'animisme présente de nombreux inconvénients au point de vue « bonne gouvernance », il a l'avantage de ne pas avoir de « dogmes » paralysant : peu d'interdits, d'exclusions ou d'obligations religieuses. Ensuite, il existe une réelle ouverture aux autres cultures, aux autres religions.

L'Islam

Le cas de l'Islam est fort différent de l'animisme : il s'agit d'une religion révélée porteuse d'un code moral stricte. De plus, contrairement aux sociétés animistes, les musulmanes ont connu une très brillante période suivie d'une certaine décadence. Nous n'analyserons pas ce cycle historique mais simplement un fait troublant : pourquoi, malgré leurs fabuleuses ressources pétrolières, les pays musulmans stagnent ?

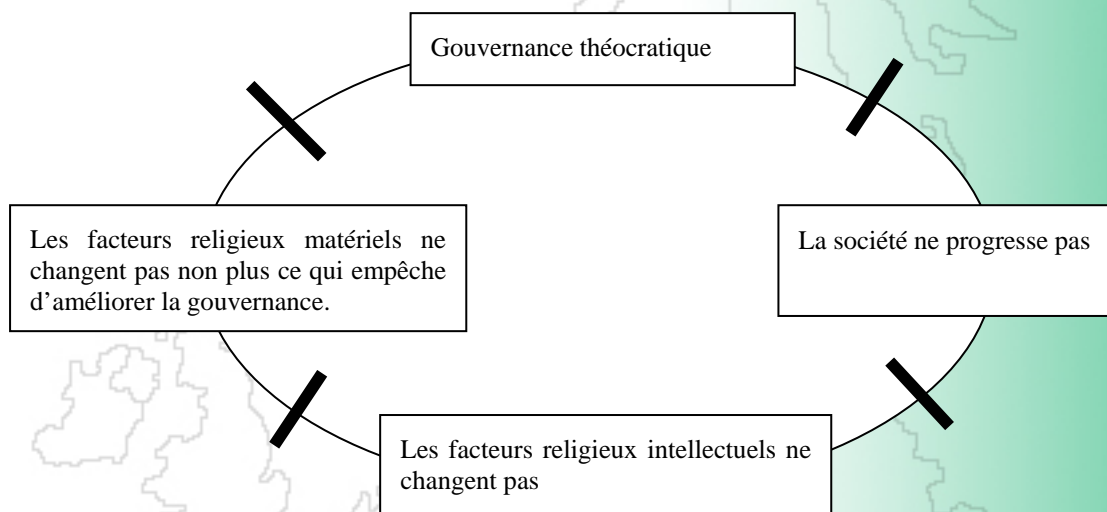
Pour Maxime Rodinson⁸, « *Les causes du déclin de la civilisation musulmane ne sont pas dues à l'idéologie, ne sont pas dues à la religion musulmane. C'est l'idéologie au contraire qui s'est adaptée aux nécessités d'une société devenue stagnante.* » Bref, le « symbolique » se serait adapté à la misère. Il semble plus probable que le « symbolique » entretient cette misère. Dans les sociétés musulmanes, le ramadan fait baisser la production d'environ 3 % par an ce qui, additionné à l'accroissement démographique, suffit à expliquer la stagnation de l'aire musulmane. Mais cette stagnation n'est elle pas tolérée, souhaitée par la population ? Le

⁸ RODINSON Maxime. (1972). *Marxisme et monde musulman*. Seuil (Paris, France).

récent exemple iranien le laisserait croire : la population n'a pas élu à la présidence l'homme d'affaire Ali Akbar Hachemi mais un conservateur, Mahmoud Ahmadinejad, dont le programme de « bonne gouvernance » consiste à strictement respecter les règles islamiques peu favorables au développement. Cette « bonne gouvernance théocratique » bloque toute évolution : s'il n'y a aucun développement, les « facteurs intellectuels » ne changent pas et les facteurs « matériels » non plus : la société stagne. Même un début de développement (consécutif à un flux d'argent par exemple) n'entraînera aucun changement profond dans la société.

Le graphique (1) se transforme alors comme suit :

Graphique 3



Ce schéma explique aussi que le développement peut être bloqué à deux niveaux : soit par le poids des facteurs matériels qui empêchent même un début de développement ; soit par l'obstination des responsables religieux (souvent avec l'accord plus ou moins tacite de la population) à maintenir les facteurs de blocage.

Le marxisme

A l'occasion de l'étude de chaque aire religieuse, l'investigation ne s'est pas limitée aux facteurs religieux mais a pris en considération tous les facteurs de développement qui étaient repérables dans l'histoire et dans la vie courante. Ceux-ci contiennent des variables étrangères aux religions comme le climat ou la structure familiale par exemple. L'élément qui venait le plus souvent nuancer l'influence religieuse était la dichotomie libéralisme-marxisme. Ce dernier en effet, a paralysé de nombreux pays dont certains avaient pourtant, de par leur religion, un fort potentiel de développement. Dans n'importe quelle religion, en 1993, les pays « marxistes » ou l'ayant été, étaient nettement plus pauvres que les pays à économie de marché : le rapport était de 1 à 6,5 !

Parmi les pays marxistes, à l'exception de l'aire confucéenne, l'on retrouvait le même classement qu'au niveau mondial : d'abord les pays protestants, puis les catholiques, les orthodoxes, etc. Le tableau qui suit donne le détail de ce classement.

Moyennes des PNBh des pays libéraux et marxistes (ou ex-marxistes) par religion.

(PNBH 1993 en centaines de dollars)

	Jud	Conf	Prot	Catho	Ortho	Islam	Boud	Hind	Anim	Moy.	N. Pays
Pays libéraux	134	174	122	56	72	10	10	4	4	65	87
Pays marxistes		5	43	18	13	7	4		3	10	55

L'explication de ce phénomène est simple. Dans le marxisme ont été recensés 6 facteurs positifs (stabilité, éducation...) et 12 facteurs négatifs (déresponsabilisation, manque de liberté...) soit un solde négatif de 6 facteurs. A chaque « ensemble » de facteurs religieux, venait donc s'ajouter 6 facteurs négatifs supplémentaires. Le démarrage de l'économie chinoise depuis la suppression des facteurs marxistes montre bien leur pouvoir bloquant.

Au point de vue systémique, cette constance montre :

- l'influence négative d'une « bonne gouvernance marxiste » sur le développement ;
- la corrélation existant entre le nombre de facteurs négatifs et le développement comme le montre le diagramme qui suit.

Graphique 4

